

Les syndicats en éducation de l'Ontario dénoncent l'adoption du Projet de loi 124

Le 7 novembre 2019

Quatre syndicats de l'Ontario, représentant le personnel enseignant et les travailleuses et travailleurs en éducation du système d'éducation financé par les fonds publics de l'Ontario, dénoncent vivement l'adoption, aujourd'hui, du Projet de loi 124 par le gouvernement de Doug Ford.

L'Association des enseignantes et des enseignants franco-ontariens (AEFO), la Fédération des enseignantes et des enseignants de l'élémentaire de l'Ontario (FEEO/ETFO), l'Ontario English Catholic Teachers' Association (OECTA) et la Fédération des enseignantes-enseignants des écoles secondaires de l'Ontario (OSSTF/FEESO) s'unissent pour affirmer que, pour les trois prochaines années, la *Loi visant à mettre en œuvre des mesures de modération concernant la rémunération dans le secteur public de l'Ontario* vient bafouer le droit à la négociation collective et cible les travailleuses et travailleurs du secteur public par des mesures d'austérité injustes. Cette loi fait en sorte que la rémunération des éducatrices et éducateurs et des autres travailleuses et travailleurs du secteur public continuera de prendre du retard sur le taux d'inflation.

Ce projet de loi a été adopté au lendemain des déclarations du ministre des Finances, qui s'est vanté à la population ontarienne que l'économie est florissante et que le gouvernement avait dépassé de plus d'un milliard de dollars ses objectifs de réduction du déficit.

Les syndicats, qui sont tous présentement en négociation avec le gouvernement pour leurs nouvelles conventions collectives, envisagent une contestation judiciaire de la nouvelle loi, qui viole vraisemblablement les droits de leurs membres en vertu de la Charte. Les syndicats se sont engagés dans les négociations de bonne foi et font tout en leur pouvoir pour faire avancer le processus. L'adoption de ce projet de loi vient d'assombrir la perspective d'une négociation de bonne foi.

« Le gouvernement de Ford ne recule devant rien pour s'imposer, même si ce n'est que pour des raisons idéologiques. Sa cible économique toujours changeante lui a enlevé toute crédibilité. Et maintenant, ce gouvernement ignore les droits des travailleuses et des travailleurs et s'ingère dans la négociation collective. La Charte canadienne des droits et libertés nous accorde le droit de négocier une entente gagnant-gagnant, mais Ford et son gouvernement ont choisi d'ignorer ce droit, » a déclaré le président de l'AEFO, Rémi Sabourin.

« Les éducatrices et éducateurs constituent le cœur du système d'éducation, qui façonne l'avenir de chaque élève, » a affirmé Sam Hammond, président de la FEEO.
« Ce sont des professionnels hautement qualifiés qui méritent une rémunération

équitable. Le gouvernement Ford tente d'équilibrer son budget au détriment des élèves de l'Ontario, ce qui est totalement inacceptable. »

« L'essentiel est que, malgré son titre, le projet de loi 124 n'a absolument rien à avoir avec le fait de protéger le secteur public ou d'en assurer sa durabilité, » a dit Liz Stuart, présidente de l'*Ontario English Catholic Teachers' Association*. « C'est plutôt une déclaration sur la façon dont le gouvernement Ford choisit de dénigrer les travailleuses et travailleurs du secteur public et nos droits. »

« Le gouvernement Ford détruit tout sur son passage, » a déclaré le président d'OSSTF/FEESO Harvey Bischof. « L'éducation, les efforts en matière de changements climatiques, les soins de santé, les services aux enfants autistes, etc. — ce gouvernement en a fait un beau gâchis. Et maintenant, il met en péril le processus de négociation au moment même où les éducatrices et éducateurs, les parents et les élèves comptent surtout sur son bon fonctionnement. »

Les quatre syndicats promettent d'explorer toutes les possibilités et tous les mécanismes à leur disposition, y compris les tribunaux, pour contrer ce projet de loi et rétablir le droit de négocier librement.

- 30 -

Pour de plus amples renseignements, communiquez avec l'un ou l'autre des représentants suivants des relations avec les médias :

AEFO —Marilyne Guèvremont au 613-850-6410 ou par courriel à mguévremont@AEFO.on.ca

ETFO/FEEO – Valerie Dugale au 416-948-0195 ou par courriel à vdugale@etfo.org

OECTA —Michelle Despault au 416-925-2493, poste 509 ou par courriel à

m.despault@catholicteachers.ca

OSSTF/FEESO – Michael Young à 416-434-8868 ou par courriel à michael.young@osstf.ca